



## Organisation internationale des bois tropicaux

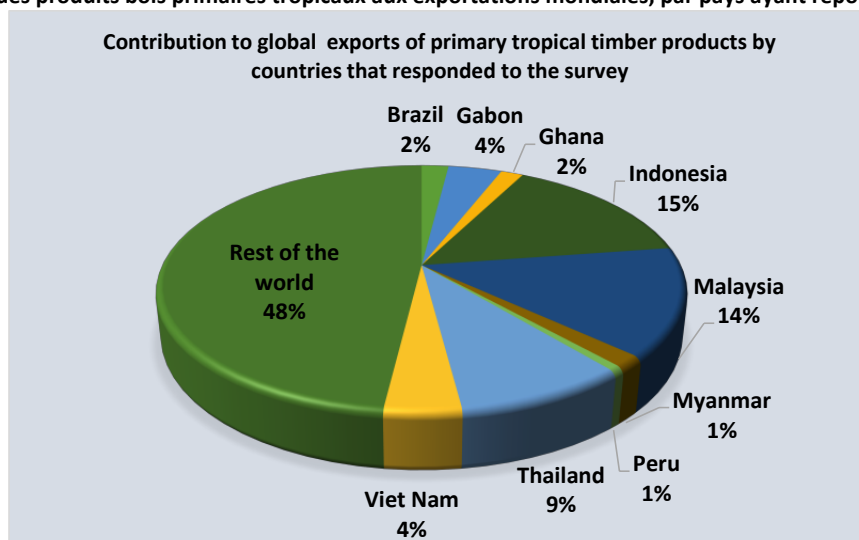
### Impact de la pandémie de COVID-19 sur les producteurs de bois tropicaux

Un sondage mené par le Service d'information sur le marché (MIS) de l'OIBT montre que les mesures prises pour prévenir la propagation du COVID-19 ont des incidences substantielles sur le secteur des bois tropicaux, sachant que des milliers de travailleurs sont licenciés et que la demande s'effondre. Si certains gouvernements ont déployé des mesures de soutien aux travailleurs et entreprises, d'autres n'ont pas encore réagi.

Les membres du Groupe consultatif de l'OIBT sur le commerce (TAG) et les correspondants du MIS de l'OIBT ont répondu à notre sondage au Brésil, au Gabon, au Ghana, en Indonésie, en Malaisie (avec des réponses distinctes de la part de la Malaisie péninsulaire, du Sabah et du Sarawak), du Myanmar, du Pérou, de Thaïlande et du Viet Nam qui, tous confondus, représentent plus de 50 pour cent du commerce mondial des produits bois primaires tropicaux. On trouvera ci-après leurs réponses, qui ont été légèrement réécrites dans un souci de clarté, mais sont sinon restituées telles qu'elles ont été soumises.

Les mesures prises pour arrêter la propagation du virus varient considérablement d'un pays à l'autre et les réglementations/actions continuent d'apparaître, évoluent rapidement et sont sujettes à modifications. Un sondage ne saurait donc refléter une situation qu'à un point donné dans le temps. **Les résultats du sondage présentés ici concernent la période se terminant au 30 avril 2020, certaines réponses ayant été soumises à une date antérieure.**

Contribution des produits bois primaires tropicaux aux exportations mondiales, par pays ayant répondu au sondage



Source: base de données statistiques de l'OIBT ([www.itto.int](http://www.itto.int))

S'il est difficile à ce stade précoce de tirer des conclusions d'ordre général, l'une des inquiétudes récurrentes dans nombre des réponses concerne la question de savoir si une reprise de la demande en bois tropicaux interviendra rapidement après la pandémie pour permettre aux producteurs de bois tropicaux de se redresser. Un flux régulier de commandes constitue le poumon des usines, car faute de demande il n'y aura ni commandes, ni production, ni trésorerie, ni salaires. Dans l'ensemble du monde tropical, des centaines de milliers de travailleurs ont d'ores et déjà été licenciés et leurs moyens d'existence ébranlés.

En réponse à la pandémie, les gouvernements de plusieurs pays tropicaux ont décrété le confinement, qui a mis la production à l'arrêt. Lorsque les restrictions à la circulation des populations seront assouplies, une production limitée aux commandes en attente pourrait démarrer. Cela dit, nombreux sont les acheteurs qui ont demandé que leur livraison soit retardée ou ont purement et simplement annulé leur commande, ce qui met nombre de producteurs dans une situation critique qui va probablement s'exacerber dans la mesure où les perspectives d'une reprise rapide de la demande sont peu vraisemblables, que ce soit au plan intérieur ou à l'international. Chez la plupart des utilisateurs finaux et importateurs de produits bois, les réserves de liquidités se sont considérablement réduites tandis que, dans leur majorité, il faudra du temps avant que leurs clients (les consommateurs finaux) se redressent financièrement, ce qui pèse d'autant plus défavorablement sur les achats à terme.

Compte tenu de ce contexte, il faut de toute urgence trouver des solutions innovantes pour que les scieries et usines continuent de fonctionner. Est-il envisageable de mettre à la disposition des utilisateurs finaux et importateurs des fonds renouvelables leur permettant de commander et de payer à l'avance du bois moyennant une livraison plus tard? Est-il possible d'envisager un dispositif mis en œuvre par les usines de transformation du bois du secteur privé consistant à commander maintenant avec un rabais pour paiement à l'avance? Nous vivons une période extraordinaire qui va demander des mesures extraordinaires pour pouvoir enrayer les pertes d'emplois et revitaliser les flux de recettes dans la plus grande partie du secteur des bois tropicaux.

L'OIBT va poursuivre ses travaux par le biais du MIS et d'autres canaux afin de faire régulièrement le point sur la situation dans des pays exportateurs de bois tropicaux clés, ainsi que sur les développements pertinents pour les pays importateurs clés, dans son bimensuel *Tropical Timber Market Report* (disponible uniquement en anglais dont on consultera le dernier numéro sur: [https://www.itto.int/files/user/mis/MIS\\_16-30\\_Apr2020.pdf](https://www.itto.int/files/user/mis/MIS_16-30_Apr2020.pdf)). L'OIBT va également continuer de travailler avec ses membres, le TAG et ses partenaires du Partenariat de collaboration sur les forêts pour mettre au point des réponses visant à aider le secteur des bois tropicaux à se redresser.

**Les réponses au sondage ont été regroupées autour des six questions suivantes:**

- 1. Les scieries sont-elles toujours en activité?**
- 2. Des travailleurs ont-ils été licenciés? Perçoivent-ils un revenu?**
- 3. Les entreprises reçoivent-elles un soutien du gouvernement?**
- 4. Des commandes (intérieur/international) ont-elles été annulées?**
- 5. Des conteneurs sont-ils disponibles et en cours de chargement?**
- 6. Combien de temps faudrait-il pour intensifier la production en vue de la ramener à son niveau d'avant la crise?**

## 1. Les scieries sont-elles toujours en activité?

### Ghana

Les scieries dans le pays qui disposent de matières premières et ont des commandes produisent actuellement sachant que les mesures liées au COVID-19 qu'a annoncées le gouvernement ont été jusqu'à présent spécifiques et limitées à la circulation des personnes. Ces mesures ne s'appliquent pas à la production et à la circulation des marchandises ni aux services essentiels.

Les employés d'usine qui peuvent justifier de leur identité sous une forme ou une autre n'ont pas été touchés par les restrictions à la circulation, mais sont invités à observer les mesures de distanciation sociale. Il s'agit de mesures imposées par Instrument exécutif (EI), en l'occurrence l'EI 64 et l'EI 65 se rapportant respectivement aux Regroupements publics et à la restriction de la circulation des personnes dans certaines zones.

### Indonésie

Les industries du bois sont pour la plupart encore en activité, mais réduisent malheureusement leur production. Certaines opérations en usine vont se poursuivre au cours des prochains mois dans la mesure où l'Indonésie a mis en œuvre un semi-confinement à Jakarta à partir du 10 avril qui sera dans un avenir proche suivi d'un confinement dans les provinces de Java occidental et de Java oriental.

La réduction de la production est également due aux reports de commandes de la part d'importateurs de l'Union européenne, d'Amérique et d'Asie. Toutefois, les exportations indonésiennes de produits bois du premier trimestre de 2020 n'ont pas gravement pâti de la pandémie.

Les catégories de produits qui ont déjà souffert d'un recul des exportations ont été celles référencées sous les codes SH 470329 (pâte de bois; pâte de bois chimique) et SH 442199 (bois; non en bambou) du Système harmonisé (SH).

### Myanmar

La période fériée du Nouvel An a débuté le 10 avril et toutes les usines sont restées ouvertes jusqu'à la veille. À cette date, le gouvernement a appelé à «rester chez soi sur une base volontaire» et a suspendu les déplacements intérieurs. On ne sait pas précisément comment le Myanmar va gérer la situation une fois que cette période fériée prendra fin le 19 avril. Les autorités de Yangon, la plateforme du commerce, n'a émis aucun avis sur le type de mesure qui sera instauré après ces vacances. En raison des restrictions aux déplacements, la plupart des travailleurs ne sont pas retournés dans leur localité d'origine.

### Viet Nam

Dans leur majorité, les entreprises ont réduit leur production, certaines ayant dû fermer leurs usines. Plus de la moitié (51 pour cent) d'entre elles ont dit avoir dû réduire leur production; 35 pour cent estiment pouvoir maintenir leur activité pendant quelque temps, mais la suspension pourrait devenir inévitable dans les jours à venir; seuls 7 pour cent des entreprises restent en activité. Toutefois, la situation pourrait s'envenimer à tout moment sachant que toute la filière vit des commandes résiduelles de 2019 et qu'aucune n'a été passée en 2020.

### Brésil

Oui, les scieries sont encore en activité et aucun changement significatif n'est à signaler.

## **Gabon**

L'exploitation forestière se poursuit, mais à 70 pour cent en raison des pluies.

## **Pérou**

Au Pérou, les arrêts des opérations se situent en moyenne entre 90 et 95 pour cent. En conséquence, la transformation primaire s'effectue au moyen des bois ronds des récoltes de l'année dernière.

Le gouvernement a instauré une réglementation imposant que seules les entreprises liées à l'alimentation, à l'agriculture, à l'agrobusiness et aux grandes activités minières continuent de produire dans le pays. Dans les autres secteurs, les entreprises peuvent travailler si leur production est en lien avec l'agriculture ou à l'alimentation ou à leur approvisionnement. Par exemple, si une entreprise fournit des palettes à une entreprise agroindustrielle, elle peut travailler.

## **Thaïlande**

Soixante pour cent des scieries sont fermées dû à l'absence d'activité. Quarante pour cent s'efforcent de maintenir un minimum d'activité. Les produits dérivés du bois auraient pour 50 pour cent disparu des marchés. Les principaux circuits de distribution des hypermarchés d'aménagement intérieur sont fermés.

## **Sabah (Malaisie)**

Aucune opération d'exploitation forestière en raison de l'Ordre de contrôle des déplacements (MCO) qui est en vigueur.

Aucune scierie n'est en activité; nous avons sollicité une exploitation partielle, qui n'a pas été accordée.

## **Sarawak (Malaisie)**

Les opérations d'exploitation forestière se poursuivent au Sarawak, en Malaisie, le volume de production de grumes ayant toutefois chuté de 50 pour cent au 1<sup>er</sup> trimestre de 2020, comparé à la même période en 2019. Ce recul s'explique principalement par la politique de l'État du Sarawak qui conditionne la délivrance de tout permis de prélèvement de bois à l'obtention de la certification de la gestion des forêts. En outre, en vue de contenir l'épidémie de COVID-19, les autorités fédérales et de l'État ont imposé à compter du 18 mars 2020 un Ordre de contrôle des déplacements (MCO) qui a été prolongé pour la troisième fois jusqu'au 12 mai 2020, ce qui se traduit par un personnel minimal et entraîne des interruptions des opérations sur site et des délais dans l'approbation des documents, avec des incidences sur la production de grumes.

Les scieries sont toujours en activité, mais suite à la hausse significative du coût du travail et des coûts d'exploitation, dont les matières premières, nos produits bois sont devenus moins compétitifs, ce qui s'est traduit par une réduction de la production de 10 pour cent enregistrée au 1<sup>er</sup> trimestre de 2020 comparé à la même période en 2019. En outre, en raison de la distanciation sociale, la pandémie de COVID-19 va continuer d'avoir des effets sur notre production et nos coûts, sachant que 50 pour cent seulement du personnel est autorisé à travailler.

## **Malaisie péninsulaire**

Les opérations d'exploitation forestière ont continué jusqu'au 17 mars 2020. Aucune opération n'a lieu depuis le 18 mars 2020, après que la Malaisie ait instauré son Ordre de contrôle des déplacements (MCO). Les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les opérations d'exploitation forestière au premier trimestre 2020 sont minimes.

Durant la période du MCO qui a débuté le 18 mars 2020, environ 22 pour cent des scieries de Malaisie péninsulaire sont autorisées à fonctionner à un maximum de 50 pour cent de leur capacité.

## **2. Des travailleurs ont-ils été licenciés? Perçoivent-ils un revenu?**

### **Ghana**

Aucun licenciement n'est à signaler dans le secteur du bois au cours de la période couverte par le présent rapport. Le Ghana emploie environ 1,2 million d'actifs, dont 600 000 appartiennent à la fonction publique. Le reliquat travaille soit en indépendant soit avec des investisseurs du privé.

Toutes les écoles du public et du privé ont été les premières à être fermées par le gouvernement le 16 mars 2020. De récentes et rares informations non confirmées indiquent que des enseignants du privé auraient été soit licenciés, ou seraient sur le point de l'être, ou qu'ils pourraient ne pas recevoir leur salaire durant la période passée à leur domicile.

Aucun licenciement connu n'est signalé, particulièrement dans le secteur public, de sorte que les fonctionnaires continuent de percevoir leur traitement et salaire. Le gouvernement a par ailleurs déjà annoncé une réduction plus ou moins importante des factures d'eau et d'électricité des Ghanéens pendant trois mois, insistant sur un usage judicieux de ces services.

On anticipe que, grâce à ces mesures, les employeurs qui ne réalisent pas leurs objectifs de production pourraient éventuellement revenir sur leur décision de réduire leur personnel. Cela dépendra également de la mise à disposition et de la viabilité des trains de mesures promis par les autorités.

### **Indonésie**

Les travailleurs sont rémunérés, mais ne reçoivent pas la totalité de leur salaire (sur la base d'un accord). Certaines entreprises versent la totalité du salaire, mais l'objectif de production a été réduit.

### **Myanmar**

Au 10 avril, aucun licenciement n'était à signaler dans les industries du bois. Toutefois, dans les usines à forte intensité de main-d'œuvre, comme dans celle de l'habillement, il y a eu des licenciements. Selon l'ambassadeur de l'Union européenne au Myanmar, on estime que 25 000 opérateurs de plus de 40 usines ont été licenciés. Selon les estimations fournies par l'UE, la moitié des 700 000 ouvriers de l'habillement dans le pays, dont la plupart sont des femmes, courent un très grand risque d'être suspendues sans salaire ou de perdre définitivement leur emploi.

Les travailleurs sont rémunérés, mais ne reçoivent pas la totalité de leur salaire (sur la base d'un accord). Certaines entreprises versent la totalité du salaire, mais l'objectif de production a été réduit. Il y a eu des différends entre le gouvernement, les employeurs et les syndicats sur la nécessité d'un soutien. Toutefois, on ne connaît pas encore précisément les effets immédiats de la pandémie sachant que les usines sont fermées pour la période fériée du Nouvel An

### **Viet Nam**

L'armée d'ouvriers sans emploi/sans salaire est gigantesque. Un rapide sondage montre qu'environ 45 pour cent de la main-d'œuvre employée dans les industries de transformation du bois ont perdu leur emploi en raison de la pandémie. Sur les 124 entreprises interviewées, 105 ont indiqué qu'avant l'épidémie du virus elles employaient 47 506 ouvriers, mais qu'elles en ont à ce jour licencié 21 410.

La charge que représentent le remboursement des emprunts, les cotisations d'assurance sociale, les impôts et autres coûts est critique. Quarante-trois répondants se sont plaints de ne pas pouvoir acquitter les 178,6 milliards VND dus au titre de l'assurance sociale de leurs employés (en moyenne 2,15 milliards VND en moyenne par entreprise).

Intervention financière en soutien aux travailleurs ayant perdu leur emploi: 78 entreprises ont demandé au gouvernement de leur apporter une aide financière pour pouvoir verser le salaire minimum (3,6 millions VND par ouvrier et par mois) à ceux qui ont temporairement perdu leur emploi.

Le gouvernement envisage de payer la moitié de ce salaire minimum tandis que les employeurs auront accès à des emprunts à taux zéro/à faible intérêt pour couvrir l'autre moitié.

### **Brésil**

Le gouvernement a proposé des dispositions juridiques visant à atténuer l'impact. Les options anticipées sont: vacances, congés, réduction des heures de travail moyennant des salaires réduits, suspension des contrats. De manière générale, et jusqu'à présent, peu d'entreprises ont licencié, mais le problème du virus ne fait que commencer et va s'aggraver au cours des prochaines semaines.

L'aide du gouvernement prévoit une petite allocation au cours des trois prochains mois aux chômeurs et une contribution pour compléter une partie des salaires en cas de suspension ou de suspension de contrat.

### **Gabon**

Il y a en effet eu des licenciements, environ 20 pour cent du personnel gabonais et 5 pour cent du personnel étranger. Leur entreprise leur verse 50 pour cent de leur salaire de base.

### **Pérou**

Le gouvernement national a pris un Décret d'urgence visant à mettre en place des mesures économiques et financières extraordinaires, afin d'atténuer les effets économiques causés aux travailleurs et employeurs du secteur privé suite aux mesures de restriction et de confinement social adoptées dans le cadre de l'Urgence sanitaire. Cette mesure, appelée «suspension parfaite», permet à l'employé(e) de conserver son contrat avec l'entreprise pour une durée maximale de 90 jours, au cours de laquelle seul est maintenu le droit à l'accès aux prestations de sécurité sociale liées aux soins de santé, aux cotisations d'indemnité de licenciement (*Compensación por tiempo de servicios*, CTS) et aux cotisations au Régime national de retraite.

### **Thaïlande**

On estime que 30 pour cent des travailleurs ont été licenciés. Les entreprises qui ne sont pas en activité doivent verser 75 pour cent des salaires. En l'absence de recettes, nombre d'entre elles ne peuvent se le permettre, de sorte qu'elles ont fait faillite. Le gouvernement a lancé une politique de subventions en soutien aux personnes qui souffrent de la situation économique due au COVID-19 en leur versant à chacun 150 \$EU.

### **Malaisie péninsulaire**

Le gouvernement apporte une aide aux entrepreneurs et aux personnes ayant perdu leur emploi dans le cadre de l'aide financière sociale et du filet de sécurité sociale en place dans le cadre du Dispositif d'assurance-emploi (EIS) dans le cadre desquels les personnes concernées perçoivent une allocation de

recherche d'emploi, une allocation de baisse de revenu, une indemnité et allocation de formation/reconversion, une allocation de réembauche précoce, un programme de recherche de nouvel emploi et des conseils d'orientation professionnelle.

### **Sarawak (Malaisie)**

Il n'y a eu aucun licenciement; toutefois, il n'y a pas de renouvellement de contrat à l'expiration des permis de travail délivrés aux travailleurs étrangers. Cela représente environ 10 pour cent de la masse des travailleurs étrangers.

### **Sabah (Malaisie)**

Le secteur du bois emploie actuellement 30 000 personnes environ à plein temps et entre 5 000 et 10 000 personnes de manière ponctuelle ou à temps partiel. Dans la filière forêt-bois, les liquidités sont la préoccupation primordiale au cours des mois à venir. Dans leur majorité, les acteurs de la filière éprouveraient des difficultés à honorer leurs obligations existantes de versement des salaires. Au moins 50 pour cent de la main-d'œuvre des secteurs en amont et en aval vont être confrontés à l'insécurité de leur emploi.

## **3. Les entreprises reçoivent-elles un soutien du gouvernement?**

### **Ghana**

Le Parlement a récemment autorisé le gouvernement à dépenser pour les mois d'avril à juin 2020 une enveloppe supplémentaire de 1,2 milliard GHC (soit 210 millions \$EU) dans le budget 2020 afin de soutenir les entreprises et de minimiser les pertes d'emplois, le cas échéant.

Le gouvernement a promis d'apporter un certain soutien financier, mais les entreprises n'en connaissent pas encore les détails, à savoir qui en seront ou non les bénéficiaires et à hauteur de combien. Le gouvernement a également reporté le paiement des impôts et de la taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Le gouvernement prévoit également de soutenir les entreprises en assumant 100 pour cent de leurs factures d'eau et 50 pour cent celles d'électricité pour les mois d'avril à juin 2020. Ces mesures devraient être répercutées sur leurs factures de fin de mois. L'Association ghanéenne des banquiers a également annoncé une base de 200 ou une réduction de 2 pour cent des taux d'intérêt sur les emprunts.

### **Indonésie**

Pas encore, le gouvernement évalue encore les données des entreprises touchées et des employés concernés par des licenciements. Certaines associations proposent que le gouvernement apporte un soutien, par exemple par un assouplissement/une réduction de la taxe PPH pour les entreprises, une réglementation réduite sur les importations et une subvention pour les salaires mensuels de 180 000 employés.

### **Myanmar**

La Commission à l'investissement du Myanmar (MIC) a annoncé des prêts sans intérêt à destination des petites et moyennes entreprises et sur les plus de 400 à avoir déposé une demande, 55 ont été acceptées. Le traitement des demandes de prêt reprendra après la période fériée du Nouvel An.

## **Viet Nam**

Des soutiens d'urgence/interventions de sauvetage sont nécessaires de la part du gouvernement. Les types de soutien d'urgence/intervention de sauvetage requis par les entreprises sondées peuvent être regroupés comme suit:

- Intervention financière pour soutenir les employés qui perdent leur emploi: 78 entreprises ont demandé au gouvernement d'apporter une aide financière pour le salaire minimal (3,6 millions VND par employé et par mois) des employés ayant temporairement perdu leur emploi. Le gouvernement envisage de verser la moitié de ce salaire minimal, tandis que les employeurs ont accès à des prêts à taux faible/à taux zéro pour couvrir le reliquat.
- Exonération/report des taxes et redevances imposables aux entreprises: 31 pour cent des entreprises sondées ont demandé au gouvernement une exonération intégrale des taxes, y compris la taxe sur les recettes d'entreprise, la TVA, ainsi que les charges d'assurance sociale et le coût des baux fonciers; 31 pour cent ont proposé que ces taxes et redevances soient réduites de moitié; 15 pour cent ont demandé que le niveau d'imposition actuel soit réduit à 40 pour cent ou moins.
- Prolongation de la durée de remboursement des prêts: 30 pour cent des entreprises sondées tendent à préférer que les banques commerciales prolongent la durée de remboursement des prêts pour une période de six mois supplémentaires; 29 pour cent préfèrent une prolongation de neuf mois; 13 pour cent demandent une prolongation de 12 mois; 6 pour cent une période supplémentaire de cinq mois.
- Réduction des taux d'intérêt sur les prêts actuellement appliqués par les banques commerciales: 52 pour cent des répondants ont proposé que les taux d'intérêt annuels sur les prêts soient abaissés à entre 2 et 5 pour cent; 11 pour cent ont dit souhaiter un taux de 2 pour cent; 5 pour cent ont dit pouvoir absorber un taux de 5,1 à 7 pour cent.

## **Brésil**

Le soutien du gouvernement aux entreprises comprend une série de lignes de crédit. Le paiement des impôts a en outre été reporté.

## **Gabon**

Non, aucunement/aucun soutien, uniquement des conseils et un certain assouplissement des restrictions.

## **Pérou**

Pas encore. Bien que les autorités nationales tiennent actuellement des réunions de coordination avec le secteur pour instaurer une réglementation qui relance le secteur forestier.

Les autorités nationales élaborent une réglementation destinée à relancer le secteur forestier, mais elle n'a pas encore été rendue publique. De manière générale, le gouvernement a soutenu les employeurs en payant 35 pour cent des salaires de mars inférieurs à 1 500 PEN par mois. Il importe de prendre en considération le fait que la gestion de crise sanitaire dans la capitale (Lima) n'est pas la même chose que dans les régions où le bois est récolté et transformé.

Par ailleurs, le gouvernement a créé un Programme national de garantie appelé «*Programa REACTIVA PERÚ*» pour assurer la continuité de la chaîne des paiements, dont l'objectif est de financer le renouvellement des fonds de roulement des entreprises qui doivent honorer des paiements et obligations à court terme vis-à-vis de leurs employés et fournisseurs de biens et services. Toutefois, il n'y a aucun moyen de savoir si les entreprises de la filière bois peuvent bénéficier de ce programme.



## **Thaïlande**

Le gouvernement soutient les personnes, et non directement les entreprises, mais il n'y a aucune nouvelle politique de soutien aux secteurs industriels par la suite, dont réduction des impôts, soutien aux factures d'électricité, etc. Nous attendons des mesures décisives de soutien plus tard.

Le versement d'une somme d'argent liquide aux pauvres pourrait inclure les travailleurs à condition qu'ils soient immatriculés. On parle également d'un prêt bonifié que le gouvernement mettrait à disposition par l'intermédiaire des banques commerciales, mais la réglementation reste floue. On parle aussi d'un report des remboursements de prêts.

## **Malaisie péninsulaire**

Report/exonération des contributions, impôts et redevances statutaires

Programme de services de conseil aux employeurs (EAS)

Exonération du paiement de la cotisation au Fonds de développement des ressources humaines (HRDF)

Paiement par tranche de l'impôt sur le revenu

Déduction d'impôt sur les dépenses encourues par les entreprises pour fournir de l'équipement de protection individuel (EPI)

Réduction des coûts d'exploitation

Abattement sur les factures d'électricité

Gratuité de l'Internet gratuit pendant la période en vigueur du Décret relatif au contrôle des déplacements (MCO)

Programme de subvention aux salaires pour aider les employeurs au maintien de leurs employés

Programme de maintien des emplois

Améliorations des prestations du Régime d'assurance-emploi (EIS)

Réduction de la redevance sur les travailleurs étrangers

Facilités de financement de la part de divers établissements financiers, par ex. moratoire de six mois sur les prêts bancaires, subventions, dispositifs de microcrédit, Dispositif de garantie

Moratoire sur la soumission des documents statutaires à la Commission malaisienne des entreprises

Déduction d'impôt pour les propriétaires qui concèdent une baisse ou exonération de loyer aux petites et moyennes entreprises

Report de l'avis de liquidation et paiement de 21 jours à six mois et seuil augmenté à 50 000 RM.

## **Sabah (Malaisie)**

Le gouvernement a mis en place un dispositif de soutien aux salaires, mais qui ne couvre pas le secteur du bois.

## **Sarawak (Malaisie)**

Oui. Des aides sont fournies par les autorités fédérales et de l'État sous la forme de moratoires et de rééchelonnement des prêts sans cumulation des intérêts/facilités de financement (à l'exclusion de certains types); injection de liquidités dans divers fonds de structures faisant l'objet de demandes; programme de subvention des salaires à destination des employeurs pour prévenir les licenciements; abattements de 5 à 15 pour cent pour une période de six mois sur les factures d'utilité générale, le montant de la cotisation annuelle et les baux fonciers, à partir du mois d'avril 2020 et suivants.

#### 4. Des commandes (intérieur/international) ont-elles été annulées?

##### **Ghana**

Les scieries produisent actuellement pour les marchés intérieur et international. Le Ghana a déclaré son premier cas de COVID-19 le mois dernier (en mars). La Division du développement de la filière (TIDD) de la Commission forestière (FC) a continué à traiter et à approuver les contrats d'exportation.

##### **Indonésie**

Les commandes d'acheteurs à l'international, notamment dans les pays durement touchés par la pandémie, ont été reportées. Toutefois, les pays les moins affectés continuent de placer des commandes, bien que le processus d'exportation au port soit légèrement entravé en raison des restrictions sur les heures de travail et la mise en œuvre d'un dispositif de travail par roulement. La situation va empirer au cours des mois à venir en raison des strictes restrictions sur les interactions dans les entreprises et d'ordre social.

##### **Myanmar**

Dans la filière du bois, certaines commandes ont été reportées, mais il est difficile d'obtenir des données et faits précis. Les acheteurs de l'UE ont suspendu la plupart des expéditions de vêtements. Pour les industries du bois, entre 50 et 100 conteneurs environ sont prêts à être expédiés (fin mars), mais certains sont retardés. La valeur des expéditions en instance serait de 4 à 6 millions \$EU.

##### **Viet Nam**

La situation pourrait s'aggraver à tout moment dans la mesure où toute la filière survit sur les commandes résiduelles de 2019 et où aucune nouvelle n'a été placée en 2020.

##### **Brésil**

Un certain nombre de commandes intérieures et à l'international ont été annulées. La cas de force majeure a été invoqué. Cela devrait augmenter.

##### **Gabon**

Aucune annulation, mais il a été demandé aux producteurs d'attendre la réouverture des ports dans les pays de destination.

##### **Pérou**

Certaines entreprises d'exploitation forestière ont pu livrer la plus grande partie de leur production aux clients à temps. Plusieurs commandes à l'export ont été annulées, d'autres commandes prêtes n'ont pas pu être expédiées parce que les navires n'ont pas été payés ou sont peu nombreux.

##### **Thaïlande**

Jusqu'à présent, les clients ont encore eu besoin des produits commandés avant la crise. Toutefois, la livraison est aujourd'hui plus problématique et coûteuse, et les paiements seront tardifs ou reportés. Jusqu'à présent aucun cas de recours à la force majeure n'est à signaler.

##### **Malaisie péninsulaire**

Les entreprises ayant des commandes à honorer d'ici le 30 avril 2020 ont été autorisées à demander à rester en activité durant le Décret relatif au contrôle des déplacements (MCO). Un certain nombre de

commandes ont été mises en attente/retardées ou annulées, mais aucun cas de recours à la clause de force majeure n'a été signalé.

#### **Sarawak (Malaisie)**

Aucune annulation des commandes placées avant la crise, à la condition que leurs scieries soient autorisées à rester en activité durant le Décret relatif au contrôle des déplacements (MCO). La livraison se fait par commande, mais les entreprises ont été confrontées à des délais dans le transport local et les expéditions dû au MCO en Malaisie et au confinement dans divers pays consommateurs.

Il y a de nouvelles commandes, mais sans engagement en raison des incertitudes planant sur la pandémie de COVID-19. Un nombre croissant de pays consommateurs prolongent leur confinement.

#### **Sabah (Malaisie)**

Un certain nombre de commandes, bien que prêtes, ne peuvent être expédiées dû à des problèmes de logistique.

### **5. Des conteneurs sont-ils disponibles et en cours de chargement?**

#### **Ghana**

Malgré les fermetures des frontières terrestres à la circulation des personnes et des biens, l'Autorité portuaire du Ghana (GPHA) continue de gérer l'ensemble du fret import-export qui transite par les ports. Les navires des compagnies maritimes continuent également de faire escale comme prévu sans aucune interruption. Cela dit, les protocoles de distanciation sociale et de circulation des personnes sont strictement appliqués, après avoir mis en œuvre les processus nécessaires.

Il est facile d'avoir des conteneurs, les conteneurs vides sont déchargés à l'arrivée des navires dont les escales sont prévues pour les expéditions au départ qui suivent.

#### **Indonésie**

Le mois dernier, lorsque le confinement était moins strict, il y avait encore des conteneurs pour les destinations non touchées par la pandémie. Mais les problèmes sont apparus avec le transport par camions jusqu'au port parce que les transitaires fonctionnaient à horaires réduits.

Un manque de conteneurs a été signalé en avril, mais peu ont été remplis, car les importateurs ont demandé que les expéditions soient retardées.

#### **Myanmar**

Dans la période qui a précédé le début de la période fériée, l'activité portuaire était normale malgré quelques signes d'engorgement. Des conteneurs étaient disponibles.

#### **Viet Nam**

Les charges ont été réduites pour le chargement/déchargement des marchandises aux ports.

#### **Brésil**

Il n'y a aucun problème de logistique.

## **Gabon**

Les ports sont ouverts à l'import-export, aucun problème à signaler.

Des conteneurs sont disponibles. Aucun problème à en obtenir chez Maersk, MSC, CSM et CGAM.

## **Pérou**

Les produits bois n'étant pas considérés de première nécessité, le transport du bois par voie terrestre dans le pays est aujourd'hui problématique. Il y a un déficit de transport. Des conteneurs sont disponibles et les ports maritimes sont opérationnels et en activité, mais de manière quelque peu restreinte.

Le transport intérieur du bois par voie terrestre rencontre aujourd'hui des problèmes. Un transport qui prenait de trois à quatre jours en nécessite actuellement de huit à dix. La raison en est que les camions sont arrêtés par des comités de sécurité villageois (*rondas campesinas*), qui retiennent les chauffeurs pour des raisons de sécurité. D'autres chauffeurs préfèrent ne pas travailler, par crainte de la contagion et parce qu'il n'est pas rentable de regagner leur région avec un camion vide. Le petit volume de bois qui parvient à la capitale est utilisé pour les palettes et le conditionnement. Qui plus est, les Permis de transport forestier ne sont pas délivrés parce que, les bureaux des autorités forestières étant fermés, ces permis et ne peuvent donc être tamponnés.

Un autre problème qui se pose tient à la logistique de la fourniture des pièces de rechange pour les machines-outils des industries. Le petit nombre d'entreprises encore en activité travaillent jusqu'à ce que les machines tombent en panne.

## **Thaïlande**

Les ports sont ouverts à l'import-export. Le commerce frontalier est fermé. Certaines provinces du Sud utilisent principalement Penang, en Malaisie, comme port de départ pour les produits bois de sorte qu'il faut faire un détour par le port local de Songkla. Des conteneurs sont disponibles.

## **Malaisie péninsulaire**

Les ports et services de logistique sont autorisés à transporter des marchandises pour les entreprises admises à fonctionner, mais les prestataires de services doivent obtenir l'agrément préalable du Ministère du commerce international et de l'industrie (MITI). Aucun problème n'a actuellement été signalé sur le plan de la logistique intérieure, en dehors du temps supplémentaire nécessaire pour décharger les conteneurs suite à l'exigence d'avoir un permis spécial alors que les bureaux des autorités compétentes sont encore fermés.

## **Sarawak (Malaisie)**

Le logistique intérieure de la filière du bois bois fonctionne moyennant des mesures de distanciation sociale, ce qui entraîne une main-d'œuvre minimale et un ralentissement des opérations.

## **6. Combien de temps faudrait-il pour intensifier la production en vue de la ramener à son niveau d'avant la crise ?**

## **Ghana**

Selon l'usine et son volume de commandes en attente, et à condition que les matières premières soient disponibles, on pourrait renouer avec les niveaux de production d'avant la crise dans les trois mois.

La principale difficulté tient à la trésorerie. Si les usines n'ont pas encouru de frais généraux indépendants de leur volonté dus à la mise en place de mesures appropriées et l'emploi d'équipement de protection individuel (EPI) pour lutter contre la propagation du virus sur le lieu de travail.

### **Indonésie**

Peut-être plus d'un an, à condition que le gouvernement apporte son plein soutien et fournisse des incitations aux industries en matière de réduction des impôts et des taux d'intérêt bancaires. Eu égard à la filière du contreplaqué, cela dépend de la conjoncture du marché, si les destinations d'exportation ont rouvert leur marché, la filière sera prête à fournir rapidement.

Les principales difficultés pour augmenter la valeur de la production de bois tiennent au recul de la demande sur les marchés européen et américain, et au fait que les clients continuent d'exiger la livraison des marchandises dans les délais prévus alors que le gouvernement a mis en place une politique de confinement.

Il faudrait que le gouvernement supprime la politique de vérification technique (LS) pour réduire la bureaucratie. La trésorerie des entreprises est perturbée et le gouvernement n'a pas encore mis en œuvre une politique de réduction/assouplissement des droits d'import-export. L'approvisionnement en matières premières étant perturbé, il faut que les permis d'importation soient assouplis.

### **Myanmar**

On estime que les industries du bois nécessiteront au moins deux mois pour ramener la production à son niveau d'avant la crise.

Le train de mesures de relance financière sera un facteur vital une fois que la pandémie aura été jugulée.

### **Viet Nam**

La situation pourrait empirer à tout moment parce toute la filière vit des commandes résiduelles de 2019, et qu'aucune n'a été placée en 2020.

### **Brésil**

La production commencera immédiatement une fois que la crise sera terminée. Les principales difficultés s'agissant d'intensifier la production tiennent à la demande, mais il n'y aura aucun problème pour intensifier la production à la fin de la crise.

### **Gabon**

Il faudra un mois pour se rétablir, mais le principal défi sera de rechercher d'autres/de nouveaux marchés.

### **Pérou**

Si les mesures adaptées sont prises, on estime qu'en 6 à 8 mois au plus, on pourrait renouer avec le niveau d'avant la crise. Le gouvernement, par le biais de l'autorité nationale forestière, doit instaurer des mécanismes de soutien et de relance pour le secteur.

Il est nécessaire que le gouvernement relance le secteur forestier, principalement l'exploitation forestière et l'industrie primaire, sachant que ce secteur productif est essentiel pour le pays. S'il ne le fait pas en moins de 30 jours, nombre d'entreprises de la filière bois feront faillite, fermeront et licencieront tous leurs employés.

À Pucallpa, des entreprises forestières ont dû licencier tous leurs employés et d'autres ont fait faillite. Il est urgent que le gouvernement délivre les permis et mette en place des conditions favorables pour que les entreprises de la filière bois qui disposent de stocks puissent les transformer et mobiliser leur production pour la commercialisation, moyennant un contrôle et une traçabilité appropriés.

### **Thaïlande**

En deux mois (mai-juin), nous nous serons habitués aux règles imposées par le nouveau mode de vie et la manière de prendre soin de nous. Dans six mois (juillet-décembre), de nouvelles normes seront officialisées en Thaïlande. L'activité fonctionne à moindre risque et sans exigence extraordinaire pour maintenir leur stabilité.

Toute l'année prochaine (2021) sera une phase de rétablissement, chacun des marchés passant par des phases similaires plus ou moins rapidement, mais il faudra une année supplémentaire pour renouer avec le niveau d'avant la crise. 2022 sera l'année florissante.

Les prévisions sur la manière dont la situation va se rétablir foisonnent. Cela déterminera comment nous pouvons survivre. La demande du marché s'évanouit (pour le court terme, espérons-le). Des prêts bonifiés sont nécessaires pour maintenir la trésorerie et la capacité à soutenir l'emploi.

### **Malaisie péninsulaire**

La perturbation de la chaîne d'approvisionnement durant le Décret relatif au contrôle des déplacements (MCO) qui a retardé l'obtention de matières premières pour la production pourrait être un problème, et la demande du marché jouent un rôle.

En amont, la production de grumes pour le marché intérieur prendra une durée estimative de deux à six mois tandis que le secteur aval sera tributaire des commandes passées et des restrictions sur l'exploitation qui seront éventuellement mises en place par le gouvernement une fois que le MCO aura été levé.

### **Sarawak (Malaisie)**

On ne pourra jamais renouer avec le niveau d'avant la crise du COVID-19 ou bien cela prendra au moins deux ans pour y parvenir.

Défis: la trésorerie et la demande du marché moyennant des prix susceptibles de couvrir les coûts d'exploitation et de production.